

CCIG info

moins
de papiers
plus
d'efficacité

devillard.ch



DU COPIEUR À LA GED

devillard

Bulletin d'information de la
Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève

Votations du 27 novembre

La CCIG invite à refuser l'initiative sur l'énergie nucléaire et celle sur l'ouverture des commerces.

PAGE 3

Commerce international

Le **Centre du commerce international**, un acteur incontournable dans le domaine des échanges commerciaux.

PAGE 4

La CCIG et son réseau

Présentation du **rôle d'Unitec**, une des structures régionales dans laquelle la CCIG est présente.

PAGE 6

ÉCONOMIE VERTE

Un concept qui améliore déjà la gestion de nombreuses entreprises

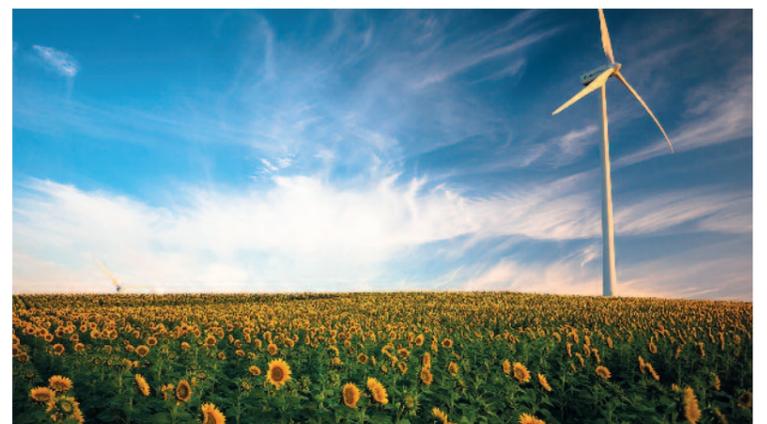
Jouer le jeu de l'économie verte, c'est bien pour l'image, mais cela rapporte-t-il vraiment? Oui, même si les effets sont plutôt à attendre sur le long terme. Ce qui explique aussi pourquoi il est si difficile d'en mesurer l'impact. En tout cas, cette approche responsable sensibilise de multiples entreprises, qui l'intègrent souvent dans leur stratégie.

Le récent refus par le peuple suisse de l'initiative des Verts, jugée trop contraignante, est signe qu'aux yeux du souverain, l'économie gère plutôt bien le volet environnemental. A Genève, certains partis aime-

raient profiter du OUI cantonal pour faire des propositions en « cavalier seul ». Mais il faut bien voir que de multiples entreprises n'ont pas attendu pour se lancer dans l'écologie, les cleantech, l'éco-construction

ou les technologies de l'information. L'économie verte devient une manière sensée de gérer son management et d'en garantir la pérennité dans un monde troublé. Les entreprises ne veulent pas attendre qu'on leur dicte des mesures. Elles préfèrent être proactives pour faire évoluer leurs produits et prestations. Certaines entreprises se sont dotées d'une charte du développement durable. C'est le cas de la PME familiale Serbeco, qui a adopté en 2006 un tel règlement, révisé annuellement. Il sert même d'ADN à cette société de récupération de déchets. Son slogan « Protéger le climat rapporte » n'indique toutefois pas quel est le réel retour sur investissement. Dans le bâtiment genevois, sur 130 entreprises du secteur, 17 ont décidé de créer une charte pour déployer un plan d'actions en matière de mobilité ou de déchets.

Enfin, le consommateur peut aussi favoriser cette politique par son



comportement et ses éco-gestes. D'ailleurs, la Suisse est championne européenne dans l'utilisation des ressources. Mais on le sait, il faudra poursuivre les efforts sans fanfaronner.

Politique verte pour un géant orange

Migros, leader du commerce de détail du pays, communique depuis 2012 son programme de développement durable à travers la campagne « Génération M ». Le géant orange s'engage avec des projets

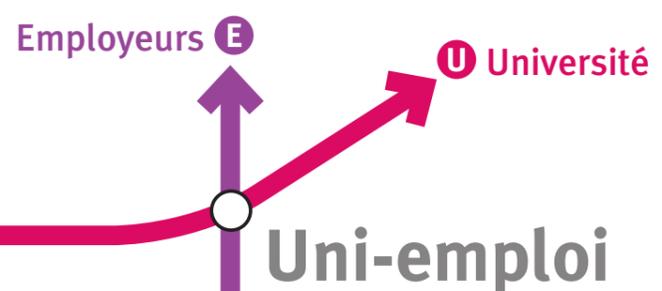
concrets et des promesses fermes. Mais ça lui rapporte quoi, en réalité? Difficile de répondre à la question, car cette politique initiée depuis dix ans surtout au bout du lac entre dans un monitoring consolidé à long terme. « L'un des objectifs visés, de 2010 à 2020, est de faire baisser la consommation électrique d'au moins 10 % et les émissions de CO₂ de 20 % », précise Anne-Marie Gisler, responsable du développement durable à Migros Genève. « Ce qui est sûr, c'est que nous ne faisons pas ça pour la

suite page 2

Votre partenaire de référence pour le recrutement de profils universitaires.

- Publications d'offres d'emploi
- FORUMS de recrutement
- Réseau d'Alumni

emploi.unige.ch 022 379 77 02



 UNIVERSITÉ DE GENÈVE

VINCENT SUBILIA
Directeur adjoint



Genève au cœur du commerce international

Alors que les sirènes du protectionnisme, associées à la tentation du repli identitaire, imprègnent les discours politiques et convainquent certains d'opter pour l'Alleingang, une étude approfondie menée par The Economist¹ apporte la démonstration cinglante des bénéfices – indéniables, quoique parfois inégaux – de la globalisation des échanges commerciaux.

Ce message résonne d'une tonalité particulière en Suisse, dont l'économie prospère grâce à son ouverture au monde. Avec un franc sur deux gagné à l'étranger, notre pays – privé de matières premières, mais doté de matière grise – a su en effet tirer le meilleur profit de l'architecture commerciale internationale, à l'exemple de l'accord de libre-échange conclu avec la Chine et dont la Suisse est le seul pays d'Europe continentale à bénéficier.

Cette réalité est particulièrement pertinente pour Genève, dont les pôles de compétences tels que l'horlogerie sont directement conditionnés aux marchés d'exportation. Alors qu'a eu lieu au Sri Lanka à la mi-octobre le « World Export Development Forum », organisé par l'International Trade Center (dont le siège est à Genève), il paraît plus essentiel que jamais de rappeler que l'ouverture, raisonnablement réglementée, des marchés se traduit par des parts de marché à prendre et, in fine, par des gains collectifs.

Les velléités isolationnistes de ceux qui prônent le réduit national sont non seulement contraires à l'esprit de Genève (ville dont 40 % des habitants est d'origine étrangère), mais surtout une menace préjudiciable pour un écosystème globalisé comme le nôtre.

Terre d'accueil riche de plus de 80 institutions internationales et d'un millier de multinationales, Genève incarne une ville-monde qui ne saurait s'accommoder de restrictions à l'accès à la main d'œuvre qualifiée. Dans la même idée, elle doit soigner ses atouts en termes d'attractivité (en particulier sur le plan fiscal à la veille de la mère de toutes les batailles qu'est RIE3). Il lui est indispensable de consolider ses infrastructures (à l'instar de l'extension de son aéroport) et de rassurer ses habitants quant à sa capacité de relever des défis complexes, au bénéfice de chacun.

¹ « A special report in defence of globalisation », 1^{er} octobre 2016.

ÉDITORIAL

suite de la page 1 ▶



Migros Genève propose de nombreux sacs réutilisables pour faire ses courses en préservant l'environnement.

Une tradition pas née d'hier

Les responsables de Migros Genève (emmenés par son directeur général Philippe Echenard, aussi membre du Conseil de la CCIG) sont fidèles à la volonté du fondateur Gottlieb Duttweiler, qui souhaitait servir l'intérêt général avant de gagner de l'argent. A ses yeux, le bien-être des clients et des employés étaient prioritaires. Cette philosophie se traduit par l'introduction des Ecoles-clubs en 1944 et du Pour-cent culturel en 1957. En pionnière, Migros a transformé l'entreprise en coopérative, transporté la marchandise par rail et favorisé l'agriculture durable.

bonne image, mais convaincus que c'est notre responsabilité d'entreprise. La dimension d'économies financières existe aussi : dans le contexte concurrentiel que connaît le commerce, nous sommes obligés d'optimiser chaque franc investi ».

Trois exemples concrets d'efforts

Si Migros Genève fait des efforts dans tous ses départements, elle est à la pointe dans trois domaines. Commençons par le transport : l'acheminement des marchandises par le rail est privilégié depuis longtemps (cf. ci-dessus). Mais les livraisons en magasin par route étant nécessaires, la coopérative fait rouler ses camions au bio-diesel (huiles usagées recyclées). L'équivalent de plus de 480 000 km/an est ainsi parcouru sans émissions de CO₂. Et le personnel roule de plus en plus en véhicule électrique. Deuxième secteur : la construction, avec des nouveaux bâtiments conçus selon les normes Minergie au minimum. Et un respect maximal des normes environnementales pour ses bâtisses louées.

Troisième application : la consommation d'énergie au quotidien, essentielle dans une entreprise aussi gourmande dans le refroidissement, l'éclairage ou la ventilation. Les rejets thermiques des installations de froid sont réutilisés pour chauffer les magasins et préchauffer l'eau sanitaire. Les nouvelles ampoules LED sont désormais au cœur des systèmes d'éclairage automatiques à luminosité variable notamment. « On se sert de panneaux solaires au M-Parc de Carouge, du réseau Génilac à Porte de Versoix et même de géothermie à Porte de Nyon », explique Anne-Marie Gisler. Migros Genève traite 7 500 tonnes par an de déchets d'exploitation, qu'elle valorise à 75 %. Les lavures des restaurants sont méthanisées en biogaz ; les invendus encore consommés

des magasins sont collectés par la centrale Partage.

« Notre personnel, poursuit Anne-Marie Gisler, reçoit aussi des formations pour adopter des éco-gestes et contribuer à l'effort d'économie d'énergie, et donc d'argent. Nous effectuons des contrôles périodiques pour savoir si les objectifs sont tenus. Vu tous ces investissements, il est primordial de s'assurer de leur efficacité environnementale, notamment en matière de consommation. »

Les banques aussi misent sur l'économie verte

Parmi les innombrables PME qui se battent au quotidien pour une économie verte, on trouve des institutions bancaires. Le groupe Mirabaud mise depuis des années sur une finance plus durable et transparente. Il s'est doté d'une charte et a entrepris de réduire son empreinte énergétique, alors que les enjeux environnementaux font partie de ses processus d'investissement. Pas étonnant que l'établissement bancaire et financier ait figuré parmi les cinq nominés – sur 90 entreprises genevoises – pour le trophée Ambition Négawatt de SIG au printemps dernier.

« Cet effort de rationalisation a commencé en 2007, lors de la rénovation du bâtiment actuel situé sur la

plaine de Plainpalais », explique Michael Palma, directeur des opérations chez Mirabaud. Première étape : l'isolation des fenêtres, l'installation de plafonds froids, la chaudière, le couplage chaleur-force, et des monoblocs d'aération. Un système de récupération thermique à haut rendement. A terme, des capteurs solaires vont servir à la production d'eau froide et d'eau chaude, en remplacement des deux vétustes pompes à chaleur. Les anciennes citernes à mazout seront reconverties pour le stockage thermique. Autre exemple du quotidien : le café en grain a remplacé les capsules à café en aluminium, permettant de réduire l'empreinte environnementale dans le processus d'approvisionnement et également de l'amélioration de la filière de récupération.

Le confort ne doit pas être sacrifié

« A chaque étape, poursuit Bruno Schmid, de la société SB technique (mandatée pour les travaux), notre équipe technique procède à des mesures pour assurer un suivi continu ». Chaque modification a apporté une amélioration globale de l'utilisation de la consommation des ressources énergétiques.

Cette vision est en cohérence avec l'engagement de Mirabaud en faveur de la finance durable : les investisseurs y sont sensibles.

« Evidemment, avant tout, il est primordial de maintenir le confort des collaborateurs en diminuant en même temps l'utilisation énergétique. Il n'est pas question de l'amoindrir », précise Bruno Schmid.

« Mais il n'y a pas que l'aspect financier à terme, martèle Michael Palma, c'est aussi d'abord une conviction profonde de l'entreprise familiale d'assurer l'avenir. Pour réduire son empreinte écologique, il y a une part de prise de risque, lorsque l'on investit dans certaines technologies. Informer les collaborateurs et les clients est primordial pour nous, afin que la démarche soit bien comprise et appréciée. Il faut séparer les mesures d'économie financière des mesures de réduction de l'empreinte énergétique. » ■

Pour comprendre et faire comprendre les enjeux !

Connecter et informer les entreprises à Genève



Vous souhaitez faire connaître le CCIGinfo à d'autres collaborateurs ou disposer d'exemplaires supplémentaires pour vos visiteurs, vos partenaires, etc. ?

Envoyez votre commande à publications@ccig.ch, en indiquant le nombre d'exemplaires souhaités ainsi que l'adresse postale.



Et pour retrouver et partager l'actualité politique et économique, rendez-vous sur notre page Facebook



Le siège du groupe Mirabaud, où toutes les mesures ont été prises afin de réduire l'empreinte écologique.

VOTATIONS FÉDÉRALES ET CANTONALES DU 27 NOVEMBRE 2016

Initiative populaire fédérale « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire »

Argumentaire des initiants: l'initiative veut interdire la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suisse et limiter la durée de vie des cinq centrales actuelles. En cas d'acceptation, les centrales de Beznau 1 et 2 et celle de Mühleberg devraient être mises hors service en 2017, celle de Gösgen en 2024, celle de Leibstadt en 2029.

Argumentaire de la CCIG: comme les autorités fédérales, la CCIG s'oppose à une mise hors service précipitée, ce qui induirait une hausse des importations d'électricité (produite notamment par des centrales à charbon ou nucléaire) et des demandes d'indemnisation élevées pour la Confédération. La CCIG privilégie une sortie progressive du nucléaire qui donne à la Suisse le temps nécessaire pour transformer son système énergétique. Elle recommande donc de dire **NON**.

Commentaire de **NATHALIE HARDYN**
directrice adjointe de la CCIG

La Suisse va abandonner dans les années à venir sa production d'énergie de source nucléaire. C'est une décision prise en 2011 par le Conseil fédéral et confirmée récemment par le Parlement fédéral au travers de la « Stratégie énergétique 2050 ». Il convient toutefois de s'assurer du cheminement qui permettrait d'atteindre l'objectif zéro nucléaire en Suisse, ce que l'initiative ne permet pas.

L'émotion générée par l'accident de Fukushima a été le terreau du texte qui sera soumis à votation le 27 novembre. Dans ce contexte, la rationalité caractéristique des Suisses s'est trouvée engloutie par le tsunami japonais. Au lieu de fixer comme but l'abandon de l'énergie nucléaire et de laisser au Conseil fédéral le soin de le mettre en œuvre, les initiants ont décidé de précipiter le mouvement en définissant subjectivement une obligation

de cessation d'activité des centrales helvétiques – au nombre de cinq – après quarante-cinq ans d'existence. Ce choix comporte pourtant des conséquences aussi néfastes que contraires aux idéaux des initiants.

Stopper les centrales suisses après 45 ans signifie qu'en 2017 trois des cinq réacteurs actuellement en activité seraient arrêtés, faisant perdre du jour au lendemain 15% de l'approvisionnement énergétique du pays. A terme, en 2029, ce sont 40% de la production indigène qui serait manquante. Aucune solution interne n'est imaginable à si court terme et la seule solution pour éviter une pénurie au cours des prochains hivers consisterait à importer de l'énergie produite hors de nos frontières. En d'autres termes, s'approvisionner en énergie issue du charbon (une des pires sources d'énergie du point de vue écologique) allemand et du ... nucléaire français. Difficile de voir la cohérence de la démarche !

Outre les économies d'énergie et l'utilisation efficace de celle-ci, l'initiative prône comme troisième source compensatoire à l'abandon du nucléaire le développement d'énergies renouvelables. L'innovation, dont la Suisse peut se targuer d'être à la pointe, doit être encouragée. Mais elle nécessite du temps, que l'initiative ne lui donne pas. Une transition doit s'opérer entre la production actuelle et celle qui prévaudra en 2040 ou 2050. C'est tout l'enjeu de cette votation : voulons-nous préparer, programmer et anticiper les solutions de remplacement à l'énergie nucléaire ou entendons-nous nous précipiter dans une voie sans issue ? Pour le bien de chacun, il est nécessaire d'être pragmatique et d'utiliser de manière rationnelle notre potentiel de production énergétique.

Un fait est acquis : l'énergie ne doit plus être gaspillée. Les objectifs économiques intègrent ces notions environnementales. Il est dès lors particulièrement surprenant de vouloir imposer le gaspillage, sans aucune considération sur leur état de fonctionnement, des centrales nucléaires helvétiques en forçant leur arrêt après 45 ans. Cette situation est d'autant plus déraisonnable qu'elle aurait pour effet de rendre plus rentable et de prolonger la durée d'exploitation d'autres centrales, hors de nos frontières, pour lesquelles aucun contrôle ne pourrait être effectué. Les choses sont claires en Suisse : l'énergie nucléaire va être abandonnée dans un horizon proche. Une telle transition énergétique se prépare avec minutie et sans précipitation, c'est la stratégie 2050 des autorités fédérales. Tout autre scénario met en danger notre approvisionnement énergétique et la stabilité des prix, nécessaire pour tous les consommateurs.

Pour une sortie raisonnée et viable du nucléaire, il convient donc de rejeter l'initiative qui sera soumise à votation le 27 novembre.

Initiative populaire cantonale « Touche pas à mes dimanches ! » et son contreprojet

(modification de loi sur l'ouverture des magasins)

Argumentaire des initiants: l'initiative des syndicats veut maintenir la situation actuelle à Genève, en entérinant dans la loi l'interdiction générale de travailler le dimanche.

Argumentaire de la CCIG: le contreprojet du Grand Conseil autorise les magasins à ouvrir trois dimanches par an au maximum, ainsi que le 31 décembre, s'il existe une CCT étendue dans le secteur. La CCIG estime que cette possibilité cadrée et limitée d'ouverture dominicale est déjà une avancée pour le commerce local. Cela permettrait de mieux répondre aux besoins des clients, en particulier lors d'événements spéciaux (Fêtes de fin d'année, Fêtes de Genève, etc.). Si l'exigence d'une CCT étendue est problématique, le contreprojet améliore néanmoins la situation actuelle. N'oublions ainsi pas que les commerces genevois font face à une chute de leurs chiffres d'affaires depuis des années. Il faut donc leur permettre de respirer quelque peu.

Ce dossier revient régulièrement à l'actualité genevoise. L'initiative syndicale en question a pour but de contrer un assouplissement de la loi fédérale sur le travail. Même si l'on procédait à une modification de législation fédérale, il n'y aurait pas de dérogations élargies des zones touristiques. Et n'oublions pas qu'il n'existe aucune zone touristique reconnue à Genève ! L'interdiction générale de travailler le dimanche, de même que le nombre d'heures maximales autorisées, reste inscrite dans le droit fédéral. Toute ouverture dominicale reste exceptionnelle. Heureusement, il existe des exceptions pour certaines catégories, telles que boulangeries, hôtels-restaurants et structures touristiques.

Sans surprise, le Grand Conseil a refusé l'initiative, mais a accepté le contreprojet. Si certains partis ont refusé ce dernier, c'est en raison surtout de l'extension de la CCT, qui, à leurs yeux, mettrait en danger le partenariat social.

La CCIG comprend cette réticence, mais estime que la possibilité d'utiliser les trois dimanches annuels, ainsi que la pérennisation de l'ouverture du 31 décembre méritent qu'on accepte le contreprojet.

En résumé, la CCIG préconise donc de dire NON à l'initiative, OUI au contreprojet, avec préférence pour le contreprojet sur la question subsidiaire.



© Didier Jordan

? Le saviez-vous ? Pour remplacer l'énergie produite par une centrale nucléaire, il faut 700 éoliennes. Or, en 2014, en Suisse, il y avait 37 éoliennes en fonction, produisant 0,15% de l'énergie helvétique...



Séminaires d'entreprise

Mettez en valeur votre savoir-faire

Vous souhaitez élargir votre clientèle, développer vos affaires, mettre en valeur vos produits et services et gagner en visibilité ? Alors utilisez les compétences de la CCIG en organisant un séminaire d'entreprise !

Pour tout renseignement, contactez Alexandra Rys, tél. 022 819 91 46, a.rys@ccig.ch



Et pour retrouver et partager l'actualité politique et économique, rendez-vous sur notre page Facebook



COMMERCE INTERNATIONAL

Les exportations, véritable poumon de la Genève économique

Interview de **VINCENT SUBILIA**, directeur adjoint de la CCIG, en charge des affaires internationales

Pourquoi les exportations sont-elles aussi essentielles pour l'économie genevoise ?

Un franc sur deux est gagné à l'étranger : autant dire que les exportations revêtent une importance déterminante pour notre tissu économique. Notre commerce diversifié doit sa vitalité à sa faculté à se projeter au-delà de nos frontières. Les chiffres en témoignent : l'économie genevoise se nourrit de son accès aux marchés étrangers ; ainsi, au cours de la dernière décennie, nos exportations ont augmenté de 68 %. Parmi les pays de destination, on trouve surtout sept Etats : les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, Hongkong et le Japon, qui assurent deux tiers de la marchandise. Il convient de noter que Genève exporte surtout en dollar plutôt qu'en euro, à la différence de la Suisse.

Et quels secteurs exportent le plus ?

Les statistiques de l'OCSTAT le prouvent : l'horlogerie (38 % du volume) – dont Genève est le bastion – constitue avec la bijouterie et la chi-

mie la branche la plus tournée vers l'exportation. À elles seules, elles représentent 92 % de la valeur totale des exportations. Car l'économie locale s'est tournée vers des secteurs pointus, souvent le haut de gamme orientés vers l'étranger. Si la bijouterie est un domaine à assez faible valeur ajoutée, elle garde un volume important, quelle que soit la conjoncture. En revanche, les secteurs liés à l'industrie traditionnelle sont plus à la peine, vu la concurrence.

Hormis les taux de change, qu'est-ce qui détermine le volume d'exportations ?

Au-delà des fluctuations monétaires, la situation géopolitique des pays de destination joue un rôle majeur ; qu'il s'agisse de mesures restrictives en Chine comme l'anti-corruption, de sanctions en Russie ou de contraction du baril pétrolier dans le Golfe, ces facteurs exogènes ont une incidence directe sur le volume (en particulier dans l'horlogerie). Cela étant, le haut degré de diversification de nos segments se traduit par une certaine résilience. Et l'agilité de nos exportateurs per-

met, dans une certaine mesure, de s'adapter au marché. En dépit du franc fort, nos exportations ont progressé de 3,7 % en 2015, franchissant le cap des 19 milliards de francs sur un an.

Quand on parle exportations, comment se passe une « transaction » et son acheminement ?

Les modes d'acheminement dépendent de la nature du produit : si une turbine voyage prioritairement par camion et bateau, une pièce de haute joaillerie prendra la voie des airs, compte tenu de son coût et des délais de livraison. Plus de deux tiers de la marchandise sont expédiés par les airs, prouvant l'importance stratégique du fret aérien à l'aéroport de Genève, le reste par la route. Mais un dénominateur commun relie ces mouvements de marchandises : la nécessité de se doter des documents douaniers requis. À ce titre, la CCIG délivre des certificats d'origine, ainsi que les carnets ATA (pour exportation temporaire) et se tient naturellement à la disposition des entrepreneurs pour les accompagner dans leurs développements à l'étranger. ■

Les structures spécialisées dans l'export

Le **Département du commerce international** de la CCIG a pour vocation d'accompagner les membres dans leurs relations avec l'étranger. A ce titre, il les renseigne lors de multiples événements, tels que séminaires, réunions individualisées, missions économiques à l'étranger ou accueil de délégations internationales. Voir également le CCIGinfo No 7 - 2016

Le **Service de promotion économique de l'Etat** fait notamment le lien avec les démarches exogènes (tourné vers le démarchage extérieur), en plus de celles endogènes (tourné vers le maintien d'entreprises existantes).

Le **Centre du commerce international** (ou International Trade Center), agence conjointe de l'OMC et de l'ONU, a pour mission de favoriser la croissance durable, grâce aux échanges du commerce international. Elle vise en particulier à renforcer l'intégration des économies en transition dans l'économie globale, améliorer les institutions d'appui au commerce et à l'investissement pour en faire bénéficier les PME. Mais aussi améliorer la compétitivité des PME. Voir article ci-contre.

La CCIG présente au World export Development forum



Le forum mondial des exportations s'est tenu du 11 au 13 septembre à Colombo, capitale du Sri Lanka. Cette cité éminemment dynamique et forte de cinq millions d'habitants envisage de se positionner comme un pôle manufacturier et financier. Comme « hub » entre Dubaï et Singapour. Le pays connaît un développement économique prometteur, à la faveur d'une situation politique apaisée. Le Sri Lanka constitue aussi une juridiction

emblématique pour la tenue de cet événement, destiné à accompagner les entrepreneurs dans leur développement international.

Sous l'intitulé « Trade, le succès passe : rivaliser, se connecter et changer », le forum a réuni près de 1000 participants, emmenés par le président et plusieurs ministres sri lankais, de même que des représentants à très haut niveau d'un grand nombre d'Etats du globe. A l'occasion d'une

conférence de type B2B, Vincent Subilia a pu présenter devant une audience d'une centaine d'entrepreneurs les atouts genevois, tout comme les défis auxquels sont confrontés les exportateurs et investisseurs.

Intervenant après le directeur européen d'eBay, le directeur adjoint de la CCIG a également rappelé les services que la CCIG, à l'instar de ses homologues, déploie en faveur de ses membres. C'est le cas de l'accompagnement à l'international et de la délivrance des documents douaniers. Son intervention a été suivie par celle de l'ambassadeur du Sri Lanka auprès de l'OMC et en Suisse, fer de lance de la promotion de son pays. ■

Les outils d'analyse du Centre du commerce international (CCI)

Comment faire, lorsqu'on veut analyser des marchés, si l'on est un entrepreneur qui désire exporter ? La réponse est simple : il suffit de se connecter sur la plateforme web du CCI et, là, on peut accéder à une mine d'informations permettant de trouver la réponse à ses interrogations.

Fin juin, Christophe Durand, analyste quantitatif de marché au CCI, était l'invité de la CCIG, afin de présenter le rôle de son organisme, ainsi que le potentiel de l'outil qu'il met à disposition. Le but de cet organisme est de promouvoir le commerce et l'information commerciale des pays les moins avancés, mais aussi des pays industrialisés. Créée en 1964, le CCI est une agence conjointe de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), qui met aujourd'hui une mine d'informations à disposition des entreprises qui exportent ou souhaitent exporter.

Forte croissance du commerce international

Et ces informations sont très utiles, notamment lorsqu'on sait que le commerce international est une source de croissance importante. Toutefois, « la compétition est féroce », a souligné à juste titre Christophe Durand. Certes, le monde évolue et les routes commerciales changent. « Nous étions habitués à voir le trafic commercial passer par le canal de Panama et par le canal de Suez. Mais d'autres voies s'ouvrent qui permettent de diminuer le temps d'acheminement des marchandises », relève encore l'analyste. Ainsi, en allant de Rotterdam à Tianjin (port de Beijing), en passant par le canal de Suez, cela prend 45 jours, alors que si l'on passe par le nord-est en longeant la Russie, cela prend 35 jours. Soit un gain de 10 jours. Mais il faut savoir que les coûts de transport sont négligeables. Il est alors bien plus intéressant de connaître les conditions de marchés qui prévalent dans un pays.

Connaître les spécificités d'un marché

Dans un monde qui voit 600 000 dollars échangés par seconde, ce qui correspond à un total d'échange de 18,7 milliards de dollars pour l'année 2014, il est clair que celui qui connaît les spécificités d'un marché, quel qu'il soit, a un avantage certain par rapport à ses concurrents. Pour y arriver, le CCI a développé une gamme d'ou-

tils d'analyse de marchés, qui permettent d'identifier les opportunités de diversifications produits et marchés. Ainsi, la **Trade Map** est une base de données interactive en ligne relative aux statistiques du commerce international, qui présente des indicateurs sur la performance des exportations, la demande internationale, les marchés alternatifs, ainsi que le rôle des concurrents, tant au niveau du produit que de la perspective du pays. C'est en quelque sorte un indicateur de flux commerciaux pour 220 pays et 5 300 produits, ainsi qu'un répertoire d'entreprises importatrices et exportatrices.

Simuler des scénarios

De son côté, la **Market Access Map** est un outil qui comprend des informations sur les tarifs douaniers (y compris les tarifs préférentiels) appliqués par 191 pays et imposés à 239 pays et territoires, sur les règles et certificats d'origine, et sur les tarifs consolidés des membres de l'OMC. Il permet de combiner des produits et des pays et de simuler des scénarios de réduction de tarifs.

Enfin, l'**Investment Map** permet une meilleure identification des opportunités d'investissement. En effet, cet outil combine des statistiques sur les investissements directs étrangers (IDE), le commerce international et l'accès au(x) marché(s) en un seul portail. La **Standards Map** permet, elle, d'identifier les quelque 210 normes, codes de conduite et protocoles d'audit, alors que la **Procurement Map** recense près de 150 000 appels d'offres publics lancés dans le monde.

Il n'en demeure pas moins que même si ces outils de marchés semblent de prime abord assez compliqués, il semble qu'à l'usage ils soient faciles à utiliser. Ils aident ainsi les exportateurs et les importateurs à rester au fait des tendances du commerce international et à évaluer les résultats des pays à l'exportation. Ce qui leur permet de mieux choisir leurs marchés d'exportation et leurs fournisseurs, à étudier et à analyser les marchés en profondeur et à développer leurs échanges. Enfin, « ces outils sont uniques en ce sens qu'ils fournissent des informations extrêmement détaillées sur les produits et que leur couverture géographique est très large », a conclu Christophe Durand. Autant de facteurs qui répondent en définitive au but que le CCI s'était assigné, lorsqu'il fut fondé.

LE COIN DE LA MÉDIATION

Global Pound Conference – Genève

Le 29 septembre dernier, la Global Pound Conference (GPC) tenait son édition genevoise, l'unique étape suisse de ce véritable « tour du monde » du règlement des différends (incluant une quarantaine de destinations), avec le soutien de la CCIG. L'objectif de cette série de conférences est d'appréhender les mesures à mettre en œuvre, afin d'améliorer l'accès à la Justice pour les litiges civils et commerciaux.

Vincent Subilia, directeur adjoint de la CCIG, et Caroline Ming, directrice générale de la Swiss Chambers' Arbitration Institution (SCAI), y ont participé, respectivement en qualité de modérateur et d'orateur. De nombreux avocats (dont le Bâtonnier de l'Ordre des avocats genevois, M^e Gregoire Mangeat), ainsi que des juristes d'entreprises (issus notamment de multinationales présentes à Genève et sur l'arc lémanique, dont Dupont, Kempinski ou encore Nestlé) ont pris part activement à cette conférence d'un nouveau genre.

Cette édition suisse de la GPC a permis aux organisateurs, par le biais d'une application, d'enregistrer l'opinion des participants sur une série de questions relatives aux attentes et à la perception des différents acteurs (usagers et professionnels) des modes de résolutions des conflits. Les résultats des votes, disponibles instantanément, ont constitué la base de débats sur les modes de résolution des conflits et la nécessité de disposer de mécanismes aptes à répondre aux besoins des utilisateurs, tels que la médiation et l'arbitrage. Les résultats de ces votes sont disponibles sur le site internet de la GPC et un rapport final sera élaboré et mis en ligne, une fois que les résultats des votes issus des 40 conférences organisées à travers le monde auront été analysés (www.globalpoundconference.org).

Prévention et résolution des conflits

Une initiative commune CCIG/SCAI et CSMC pour promouvoir la médiation



La Chambre Suisse de Médiation Commerciale (CSMC), la Swiss Chambers' Arbitration Institution (SCAI) et la CCIG travaillent en partenariat pour informer et former les entreprises à la médiation. À cette fin, le Groupe SIFE, composé de professionnels de la médiation, agréés et assermentés, a été créé. Il propose des sessions d'information et de formation aux entreprises pour prévenir et régler toute situation de conflit par le biais du Règlement Suisse de Médiation Commerciale.

Les personnes intéressées peuvent contacter directement le coordinateur du Groupe SIFE (Sensibilisation, Information et Formation des Entreprises), Georges Gherardi (csmc-sife@csmc.ch), ou contacter le Service de médiation de la CCIG qui reçoit les demandes de médiation (mediation@ccig.ch; tél. 022 819 91 57).

CCIG

Le 7h30 du 22 septembre 2016



De g. à dr. : Jacques Jeannerat, directeur général de la CCIG ; Christophe Imhoos, d'Esprit d'entente ; Christophe Zimmermann, d'Agorapublica ; Florence May, des Ports Francs & Entrepôts ; Emmanuel Dardaine, de Steel Blue ; Sandrine Fournaud et sa collaboratrice, de Permed ; Alexis Barbey, de CAP SA ; Antoine Caute, de Silhouette.

Qui dit entreposage, dit **Ports Francs de Genève** ! Depuis 125 ans, cette société offre des solutions d'entreposage « clé en main » pour tout type de marchandises. Que ce soit pour la recherche de dépôts, bureaux, chambres fortes, caves à vin ou locaux climatisés, elle a une solution à proposer, soit à la Praille, soit à l'Aéroport International de Genève. www.geneva-freeports.com

Agorapublica est une société de consultants spécialisée dans les interventions facilitant la collaboration au sein des groupes : dynamiser le fonctionnement d'une équipe ; rendre les séances utiles, efficaces et plaisantes ; rendre possible et effective la collaboration transversale autour de projets même complexes ; créer des processus de concertation publique pouvant rassembler, de manière constructive, plusieurs cen-

taines de personnes ; définir des stratégies d'information et de communication participative. www.agorapublica.com

CAP – Conseil en Affaires Publiques SA est l'interlocuteur de référence entre les entreprises et les pouvoirs publics. En facilitant l'accès aux réseaux romands et en aidant les entreprises à décrire leurs projets de manière ce qu'ils soient partagés par les pouvoirs publics, CAP contribue à un développement harmonieux de l'écosystème. www.capconseil.ch

Viktoria Aversano et Christophe Imhoos, tous deux médiateurs assermentés, coachs certifiés et avocats, sont associés au sein d'**Esprit d'entente SNC**. Leurs services portent notamment sur une assistance, lors de différends à travers le coaching,

la médiation et le droit collaboratif. www.esprit-entente.ch

Permed propose de nouvelles prestations en matière de recrutement fixe et de coaching. L'humain est au cœur de ses préoccupations : les ressources humaines sont la force d'une entreprise. Avec un accompagnement personnalisé et l'expertise de professionnels, Permed conseille les dirigeants et les équipes et les aide à atteindre leurs objectifs et à développer l'humain. www.permed.ch

Silhouette Sports Club, qui compte plus de 32 000 membres et donne plus de 600 cours collectifs par semaine, tisse au quotidien des liens privilégiés avec les entreprises locales, les accompagne dans l'organisation de personal training, small group training et/ou cours collectifs privatisés et/ou directement au sein de leurs locaux. Il accompagne ses partenaires dans la promotion interne du sport et l'organisation de team building. www.silhouette.ch

Steel Blue est le service informatique Cloud des PME. Elle aide ses clients à se faciliter l'informatique en l'externalisant dans le Cloud. Matériel, hébergement, support, supervision : tout est compris dans une location forfaitaire mensuelle sans surprise. Les PME profitent d'une gamme complète de services Cloud : serveurs, postes de travail, messagerie, stockage de données, sauvegardes, téléphonie. www.steel-blue.ch

PLATINE	OR	ARGENT	BRONZE

A l'étroit...?

Le Nord vaudois vous propose des terrains industriels à des conditions attractives

Yverdon-les-Bains - Ependes - Orbe - Chavornay - Champagne - Vallorbe - Sainte-Croix

www.terrainsindustriels.ch

www.adnv.ch - contact@adnv.ch

FONDATION D'AIDE AUX ENTREPRISES

10 ans d'aide au tissu économique local



Quand on veut lancer sa petite entreprise, le nerf de la guerre, c'est souvent l'argent. Manque de fonds de départ, investissement dans du matériel, réserve de trésorerie: on en revient toujours à cette question pécuniaire, alors que souvent les idées ou les compétences ne manquent pas. Dans ce domaine à Genève, la Fondation d'Aide aux Entreprises (FAE) fournit un coup de pouce bienvenu, sous le nouveau slogan « facilitateur de financement ».

Le 21 septembre dernier, cette fondation privée de droit public l'a rap-

pelé en fêtant ses dix ans en présence de 270 invités. En tout, 459 PME ont bénéficié de son aide. 152 millions de francs ont contribué à créer ou maintenir 6600 emplois dans le canton.

Un soutien bienvenu avec le franc fort

Sa mission? Apporter plusieurs types de financement, principalement du cautionnement de crédits, avec 77 % des engagements (cf. ci-dessous) ou encore des prises de participation minoritaire. Mais ce n'est pas tout: depuis mars dernier, la FAE épaula les industries exportatrices

demandeuses, touchées par le franc fort. En juin 2015, les critères d'intervention ont été étendus à d'autres PME affectées par le taux de change. Des prêts de 100 000 francs sont prévus sur deux ans. Ces outils ont permis à la plupart des PME soutenues de perdurer et de simplifier leur quotidien. Des instruments clairement complémentaires à ceux d'incubateurs ou d'organismes comme Genilem.

Dès cet automne, le Service genevois de la promotion économique a aussi constitué un groupe de travail interdépartemental. L'idée est de proposer toutes sortes de simplifications aux entrepreneurs. Sous l'impulsion du magistrat Pierre Maudet, l'Etat a déjà pris cinq types de mesures: les autorisations (avec la création d'un « guichet pour indépendants »), la gestion des affaires (par exemple des ateliers de formation ou des demandes d'actes authentiques électroniques), celle des ressources humaines (outils d'aide au recrutement), le soutien à la fiscalité (comme le suivi en ligne du dossier de taxation) et un fonds de soutien à l'innovation (lié à la réforme RIE III). ■

En Suisse, quatre coopératives de cautionnement aident les PME rentables et prometteuses à se développer, via un crédit bancaire. L'an dernier, 423 entreprises ont profité de ce service, après s'être vu en général essayer un refus par une banque. Mais pour bénéficier de cette garantie, la coopérative étudie attentivement le projet. La PME doit respecter des critères stricts de rentabilité et de qualité managériale.

A Genève, outre la FAE, il existe d'autres organismes d'aide aux entreprises dans le financement:

- La fondation FONDETEC fait la promotion d'entreprises créatrices d'emplois. Mais elle ne traite que de sociétés établies en Ville de Genève www.fondetec.ch.
- L'association de droit privé PLATINN, fondée pour tous les cantons romands, fournit des prestations de coaching aux start-up et PME innovantes. Elle aide surtout le milieu informatique et technologique www.platinn.ch.

CCIG & CO

Une pépite qui booste notre économie

Chaque mois, le CCIGinfo présentera une structure régionale dans laquelle la CCIG s'investit, en participant à des commissions et groupes de travail. On commence avec Unitec, au Conseil duquel siège un membre de la Direction de la CCIG.

Interview de **LAURENT MIÉVILLE** fondateur d'Unitec en 1998

Unitec, c'est quoi exactement ?

On pensait au départ en faire une fondation, mais c'est devenu un service de l'Université de Genève (UNIGE), tourné vers l'extérieur. Unitec sert de bureau de transfert de technologies au service des chercheurs. Il valorise les découvertes et sert d'agent de liaison avec les entreprises intéressées.

Quelles sont vos activités ?

Depuis nos débuts, nous développons trois activités: la valorisation de la recherche, notamment pour les brevets; la collaboration entre les chercheurs et les entreprises; la création de sociétés, en encadrant les porteurs de projets. A cela s'ajoute un volet plus financier: l'UNIGE se porte comme actionnaire de spin-off à titre de compensation pour les droits de propriété intellectuelle transférés, ceci pour partager les risques, et non pas pour se faire de l'argent.

Vous ne travaillez pas dans votre coin ?

Non, nous sommes en interaction depuis des années avec les HUG et la HES-SO-Genève pour favoriser des passerelles entre les mondes académique et économique. Unitec est en bons termes avec l'EPFL, même si elle n'a pas toujours pu aller aussi loin qu'elle l'aurait souhaité dans la collaboration pour les PME. En revanche, nous entretenons des liens étroits avec des organes de soutien comme la CCIG ou l'OPI.

Et vous ne marchez pas sur les plates-bandes d'autres organes d'accompagnement ?

Non, car notre rôle auprès des chercheurs est spécifique et bien délimité, sous forme de « guichet unique » pour valoriser commercialement la recherche académique. On est plus complémentaires que concurrentiels. Et avec le potentiel à Genève sur l'innovation et les nouvelles technologies, ce n'est pas le travail qui manque...

Vous avez donc contribué à développer l'économie locale ?

Oui, les chiffres le prouvent: nous avons contribué à la création de plus de 300 emplois via une quarantaine de start-ups, ayant attiré 800 millions de francs d'investissement externe.

Vous avez des exemples concrets de réussite ?

Oui, et souvent issus de recherches fondamentales comme les applications de la physique quantique, développées par l'équipe du professeur Nicolas Gisin. La moitié des gains réalisés revient directement aux chercheurs, un quart à leur subdivision de recherche, un quart à l'UNIGE, qui réinvestit cet argent dans le fonds d'innovation InnoGap géré par Unitec. Plus que la quantité, c'est la qualité et la durabilité des projets que nous recherchons. C'est bien parti, en tous les cas!



Qui est Laurent Miéville ?

Laurent Miéville est responsable d'Unitec depuis 1998. Au préalable, il a suivi des études à l'EPFL et à Genève, se spécialisant dans les supraconducteurs. Son expérience de trois ans aux USA à la Silicon Valley l'a beaucoup aidé.

Laurent Miéville a présidé l'association européenne de transferts de technologies ASTP, regroupant plus de 500 professionnels actifs dans 32 pays. Il a également été mandaté par l'Institut Pasteur à Paris et le Cancéropôle à Lyon, notamment, pour les aider à évaluer et sélectionner leurs meilleurs projets d'application de la recherche académique en vue de leur financement par leur fonds d'innovation.

■ INFORMATION: www.unige.ch/unitec

gva
e-services

C'est fou comme quelques clics peuvent améliorer un voyage.

ResaPark • Priority Lane • Salon VIP



Réservation
www.gva.ch/eservices

by **GENÈVE**
AÉROPORT

AGENDA

L'économie collaborative, quels enjeux pour votre PME ?

Mardi 15 novembre 2016 de 8h à 10h - CCIG

D'où vient l'économie collaborative ? Quelles sont ses racines et sa signification ? Quelles sont les clés de son fonctionnement et de son développement ? Est-ce une opportunité ou une menace pour les entreprises établies ? Comment les PME peuvent-elles bénéficier de son essor ? En découle-t-il un nouveau style de leadership, voire de mode de vie ? Quelles sont les perspectives d'avenir et potentiels d'innovation ?

Telles sont les questions auxquelles ce séminaire tentera d'apporter des réponses. Il s'adresse aux chefs d'entreprise, entrepreneurs et investisseurs.

Cette conférence-débat, organisée par le CRPM, sera menée par **Fabrice Leclerc**, expert international en Innovation, et **Karine Szegedi Pingoud**, Partner de Deloitte SA, et sera suivie d'échanges avec les participants. ■

Nouvelle formation, réservée aux membres de la CCIG

La sécurité de l'information est l'affaire de tous

Vendredi 18 novembre 2016 de 8h à 10h - CCIG

Toutes les entreprises sont d'accord sur le fait qu'une grande partie de leur business se trouve dans leur système d'information, autrement dit que leur système d'information a pris la « pole position » dans la gestion des risques. Dans les grandes entreprises, des spécialistes sont là pour protéger ces informations. Dans les petites organisations, ce sont souvent des sociétés de service en informatique qui assument ces tâches, mais pas la responsabilité.

Quoi qu'il en soit, mettre en œuvre tous les moyens technologiques existants ne suffit pas. En effet, 80 % des attaques informatiques ne sont pas techniques, mais résultent du social engineering (ingénierie sociale).

Dans un monde en perpétuel changement comme le nôtre, il faut se préparer à ce genre de « violation », notamment en anticipant. Le meilleur

leur moyen d'anticiper, c'est de sensibiliser l'ensemble du personnel aux risques que chaque employé court et fait courir à son entreprise.

Voici les grands thèmes de la sécurité de l'information qui seront abordés :

- la messagerie ;
- les mots de passe ;
- Internet ;
- les réseaux sociaux ;
- la mobilité (appareils mobiles et travail en dehors du bureau).

Ce séminaire n'abordera pas de notions complexes, ni de vocabulaire technique et donnera des astuces pour faciliter le quotidien tout en le sécurisant. Il s'adresse à tous, chefs d'entreprise, employés, entrepreneurs et investisseurs et sera animé par **Laetitia Doncque**, responsable formation, et **Corinne Sauge**, présidente, de CeRFI SA. ■

Rencontre du Management durable

Télétravail et développement durable : quel impact ?

Vendredi 18 novembre 2016 de 12h à 14h - CCIG

Les Rencontres du Management durable (RMD) poursuivent un objectif double : promouvoir le management durable et favoriser l'échange d'expériences concrètes entre entreprises. Leur organisation s'effectue en partenariat avec le Service cantonal du développement durable et la Haute Ecole de Gestion de Genève.

Lors de cette Rencontre du Management durable, après une présentation du contexte par **Birgit Peeters**, directrice d'Aquicum, deux entrepreneurs témoigneront de leur expérience : **Gregory Chollet**, marketing & quality director de Loyco, et **Isabelle Coullery**, responsable ressources humaines de la RTS. ■

Votre organisation est-elle suffisamment intelligente (pour vous permettre d'atteindre vos objectifs) ?

Mardi 22 novembre 2016 de 7h45 à 10h - CCIG

Certaines situations de crise sont souvent les symptômes d'une intelligence organisationnelle déficiente. Elles expriment le fait que les composantes de l'entreprise ne sont pas combinées de manière optimale.

Ad Valoris, cabinet de conseil en organisation et gestion de projet

basé à Genève, a développé une approche permettant d'identifier les causes profondes des problèmes et de mettre sur pied les solutions les plus adaptées.

Cette approche pragmatique repose sur la nécessité de considérer les principales composantes d'une organisation et de

s'assurer de leur bonne interaction. Organisé avec le soutien de la CCIG, ce séminaire est animé par **Thierry Ungaro**, fondateur et directeur général d'Ad Valoris. Il expliquera concrètement comment augmenter l'intelligence organisationnelle de l'entreprise pour réaliser ses objectifs de performance. ■

AD VALORIS
Conseil en organisation et gestion de projet

Formation réservée aux membres de la CCIG

Les étapes-clé pour la mise en œuvre de la stratégie d'entreprise

Mercredi 23 novembre 2016 de 8h à 10h - CCIG

Pour piloter son entreprise avec succès et efficacité, il faut connaître sa valeur ajoutée, comprendre l'évolution de son marché, anticiper les changements à venir.

En bref, il faut être lucide dans l'analyse FFOM de son entreprise. Ce séminaire s'adresse aux chefs d'entreprise, entrepreneurs et investisseurs.

Animé par **Alexandre Olive**, il enseignera comment traiter les situations les plus complexes et répondre aux défis permanents de l'entreprise. ■



Fait ici, pour ici.

Changez pour
Gaz Vitale Vert,
neutre en CO₂ et avec
du biogaz genevois.

www.sig-vitale.ch



LES ÉNERGIES SIG

Pour toutes les manifestations ci-dessus :

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

AGENDA suite

Formation réservée aux membres de la CCIG

Le réseautage productif : comment rencontrer l'autre

Mercredi 30 novembre 2016, de 8h à 10h - CCIG

Cet atelier, animé par Rudolf Klaus, ou connus, de manière à construire et maintenir des relations d'échange et d'entraide mutuels. ■

Formation réservée aux membres de la CCIG

Boostez votre chiffre d'affaires et améliorez la rentabilité de votre entreprise

Vendredi 2 décembre 2016 de 8h à 10h - CCIG

Ce séminaire, qui s'inscrit comme la suite de « Les étapes-clé pour la mise en œuvre de la stratégie d'entreprise » (voir p.7), donnera des pistes simples, mais qui ont fait leurs preuves sur la manière de dynamiser les ventes. Il présentera également un modèle permettant une augmentation conséquente de la rentabilité brute en 18 à 24 mois. Cet atelier, qui s'adresse aux chefs d'entreprise, entrepreneurs et investisseurs sera animé par Alexandre Olive, coach d'affaires et fondateur de Kalexy - cabinet de conseil & de business coaching. ■

Trucs et astuces liés à la transmission d'entreprises



Vendredi 2 décembre de 8h à 10h - CCIG

L'objectif de ce séminaire organisé par BDO est de partager avec un spécialiste juridique et fiscal, ainsi qu'avec des experts en matière de M&A, les défis liés à la transmission d'entreprises. Cette présentation mettra en évidence les enjeux fondamentaux et quelques points concrets importants à prendre en compte lors d'une transmission d'entreprises. ■

Présentation du Guide de la finance d'entreprise



Mercredi 7 décembre 2016 de 11h45 à 14h - CCIG

La finance est indissociable de la vie de sa société. Malgré son rôle souvent primordial, elle reste souvent difficile à appréhender, car ses mécanismes sont complexes.

C'est ce constat qui a poussé les journalistes financiers de Capital Médias à concevoir le premier

« Guide de la finance d'entreprise et du private equity en Suisse ».

PMEConnect vous invite en **avant-première** à une présentation didactique et interactive de ce Guide, qui pourrait bien vous donner – avant les autres – les clés de la croissance ou celles d'une cession réussie ! ■

Pitch@CCIG

Mardi 8 décembre 2016 de 12h à 14h - CCIG



Pas facile de se présenter en deux minutes sans support visuel ! C'est pourtant ce que feront six orateurs volontaires, tirés au sort parmi les

participants, une trentaine de membres de la CCIG. L'événement est accompagné d'un repas assis (buffet). ■

Pour toutes les manifestations ci-dessus :

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : www.ccig.ch/agenda

Pas de médaille en chocolat, mais des ex-aequo !

Le Club des Passionnés de Chocolat a organisé, en partenariat avec la CCIG, le 1^{er} Grand Prix du Chocolat artisanal de Genève le 20 septembre dernier. Un jury composé de douze personnalités des domaines culturel, économique, gastronomique, journalistique et diploma-

tique a désigné deux lauréats ex-aequo. Et c'est lors du 7^e Salon du Vin que cette récompense a été attribuée : elle revient à Mirjami Simula, responsable de la Chocolaterie Christophe Berger, et à Samuel Romagné, de la Chocolaterie Canonica. ■



De g. à dr. : Philippe Delcourt et Jacques Jeannerat, membres du Jury ; Judith Hänggi, présidente du Club des Passionnés de Chocolat ; Mirjami Simula, responsable de la Chocolaterie Christophe Berger ; Samuel Romagné, de la chocolaterie Canonica ; Erik Wagenaar, membre du Jury.

IMPRESSUM

CCIGinfo

Bulletin d'information de la CCIG.
Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition :
Alexandra Rys

Rédaction :
Sonam Bernhard, Robin Bleeker,
Fabienne Delachaux, Nicolas Grangier,
Valérie Oreamuno, Vincent Subilia

Publicité :
Promoguide SA - Tél. 022 809 94 92

Informations : publications@ccig.ch

Conception : ROSS graphic design

Impression : Atar Roto Presse SA, Satigny



Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

4, boulevard du Théâtre - 1204 Genève

Adresse postale

Case postale 5039 - 1211 Genève 11
Tél. 022 819 91 11 - Fax 022 819 91 00



MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC® C008839



imprimé en Suisse



CETTE MONTRE EST UN HOMMAGE À L'HISTOIRE DE L'AVIATION.

Inspirée par l'âge d'or de l'aviation dans les années 1930, l'Air-King est un hommage à l'héritage aéronautique de la Rolex Oyster. Créée dans l'unique esprit Rolex pour une résistance et une fonctionnalité exceptionnelles, elle affiche une échelle des minutes au premier plan et de grands repères à 3, 6 et 9 heures conçus pour une lisibilité optimale des temps de navigation. Son boîtier Oyster de 40 mm doté d'un écran anti-magnétique préserve sa précision superlative, tandis que l'inscription « Air-King » sur son cadran rappelle le modèle original des années 1950. Bien plus qu'une montre, un témoin de son temps.



OYSTER PERPETUAL AIR-KING

ROLEX